

Coalition Main rouge

Solutions fiscales et mesures de contrôle des dépenses proposées par la Coalition Main rouge Automne 2021

				Mesures de contrôle des dépenses	Revenus fiscaux suppl.
A. Améliorer la progressivité de l'impôt et revoir les dépenses fiscales des particuliers					
1	Établir 9 paliers d'imposition (paliers proposés)				2 500 M \$
	15 % = 0 \$ à 49 999 \$ À noter que le premier 15 532 \$ de revenu ne serait pas imposé (montant personnel de base -2020)	18 % = 50 000 \$ à 59 999 \$ 20 % = 60 000 \$ à 69 999 \$ 24 % = 70 000 \$ à 99 999 \$ 28 % = 100 000 \$ à 129 999 \$	32 % = 130 000 \$ à 149 999 \$ 34 % = 150 000 \$ à 199 999 \$ 36 % = 200 000 \$ à 249 999 \$ 38 % = 250 000 \$ et plus		
2	Abolir le crédit d'impôt sur les gains en capital des particuliers (sauf pour la résidence principale)			1 055 M \$	
3	Diminuer le plafond des REER (de 26 500 \$ à 18 000 \$)			540 M \$	
4	Réduire les crédits d'impôt pour dividendes			260 M \$	
5	Moduler la TVQ, imposer des taxes écologiques ou des taxes de luxe				409,5 M \$
6	Mettre fin à l'incorporation des médecins et revoir leur rémunération			1 000 M \$	
7	Taxer la richesse: un impôt sur le patrimoine du 1%				4 270 M \$
B. Rétablir un équilibre entre la fiscalité des particuliers et celle des entreprises					
8	Augmenter le taux provincial d'imposition des grandes entreprises à 13 % (actuellement à 11,9 %)				291 M \$
9	Augmenter la contribution fiscale des institutions financières notamment en rétablissant la taxe sur leur capital				862 M \$
10	Revoir les mesures fiscales destinées aux entreprises : Abolir le crédit d'impôt pour gain en capital (715 M \$) ; Éliminer les mesures permettant de reporter le paiement des impôts dûs (501 M \$);			1 216 M \$	
11	Réduire les subventions aux entreprises			500 M \$	
12	Augmenter les redevances sur les ressources naturelles (dans le respect des revendications autochtones et en tenant compte du partage des revenus avec les communautés locales)				238,5 M \$
C. Mesures diverses¹					
13	Lutter contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal				686 M \$
14	Cesser de recourir aux agences de placement privées dans les institutions publiques de santé			113 M \$	
15	Adopter un régime entièrement public d'assurance médicaments			300 M \$	
16	Taxer le capital des fondations privées				280 M \$
GRAND TOTAL (revenus fiscaux + contrôle des dépenses) des sommes récupérées annuellement				14 521 M \$ (en millions \$)	

1 Nous présentons aussi dans le document complet quatre autres mesures pour lesquelles nous n'avons pu estimer les économies liées à leur mise en oeuvre: (17) Utiliser le logiciel libre dans l'ensemble de l'appareil gouvernemental; (18) Cesser de recourir aux PPP dans la construction d'infrastructures; (19) Cesser de recourir aux cliniques médicales spécialisées et (20) Adopter une politique de rémunération maximale.